

Brève analyse de la réunion 2021 du FPHN / HLPF par IISD, juillet 2021

Quatre millions de vies perdues. Plus de 100 millions de personnes retombées dans la pauvreté. Ce n'était l'avenir attendu par personne lorsque le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté en 2015. « Le taux de pauvreté dans le monde est désormais estimé à 7 pourcent à l'horizon 2030, juste en dessous du seuil de 2015. Et avec une augmentation de la température mondiale qui est déjà de 1,2°C, nous sommes au bord du gouffre » a alerté le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres, lors de la réunion 2021 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN). Guterres n'était pas seul. Tout au long des huit jours de réunion, les participants ont transmis des messages sombres sur les répercussions dramatiques de la pandémie de COVID-19 sur la mise en œuvre du Programme 2030 et de ses Objectifs de développement durable (ODD). La brève analyse qui suit se penche sur ce que nous avons appris de l'examen de la mise en œuvre des ODD au cours du FPHN 2021, avec pour cadre des extraits de la déclaration du Secrétaire général Guterres au FPHN. « Ce Forum politique de haut niveau a pour objectif d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation du Programme 2030 » La réunion 2021 du FPHN a été la seconde fois que le FPHN a dû se réunir virtuellement du fait de la pandémie. Après quelque 19 mois de pandémie où les voyages internationaux et les manières habituelles de se réunir au sein des Nations Unies ont été interrompues, le FPHN a témoigné de l'agilité humaine à s'adapter aux changements de situation. Malgré une participation à distance depuis les quatre coins du monde et des difficultés connexes liées aux fuseaux horaires, il y a eu moins de problèmes de bande passante et de difficultés techniques qu'à la réunion 2020 du FPHN et à d'autres réunions internationales organisées au début de la pandémie. Lorsque les générations futures dresseront le bilan de cette crise historique, nul doute qu'il y aura une évaluation socio-économique des gains et des pertes relatifs à la tenue de réunions virtuelles. Il existe toutefois d'autres enjeux, moins quantifiables, liés à la tenue de ces réunions. L'incapacité à saisir les dispositions de l'assemblée, à se déplacer dans les couloirs et à travailler aux côtés de collègues venus de différents pays demeure une lacune que les technologies, aussi avancées soient-elles, ne peuvent combler. Dans le cadre d'autres processus onusiens, les délégués ayant des décennies d'expérience font souvent part du fait que l'obtention de résultats concluants peut être attribuée à la confiance bâtie au fil d'années de réunions en personne et au développement de relations personnelles. Alors que nous approchons de 2030, il reste à voir si la pandémie a contribué à accélérer l'action ou si elle a fait obstacle à l'interaction humaine et à la confiance nécessaires pour se remettre des menaces globales. Il reste qu'un bilan collectif annuel est utile, qu'il soit mené virtuellement ou en personne, dans un environnement qui permet aux gouvernements, au système des Nations Unies, à la société civile et au secteur privé d'envisager les options pour l'avenir. La possibilité de s'écouter mutuellement au sujet des difficultés rencontrées et de partager les leçons retenues et les progrès accomplis donne le sentiment d'œuvrer à une cause commune, qui manquerait autrement. Aussi le FPHN 2021 a-t-il réussi à donner un élan à la mise en œuvre des ODD. Le Forum a passé en revue 42 examens volontaires nationaux (ENV), et les sessions et réunions-débats ont été diverses et ont vu la participation de neuf chefs d'État et de gouvernement, de plus d'une centaine de ministres et autres représentants de haut niveau, Bulletin des Négociations de la Terre Lundi 19 juillet 2021 Vol. 33 No. 74 Page 18 témoignant de l'engagement continu en faveur du Programme 2030. Le fait que la présence des femmes à la réunion ait été manifestement plus importante n'est pas passé inaperçu. Les cinq Secrétaires exécutives des commissions régionales des Nations Unies formaient un groupe entièrement féminin pour aborder les difficultés et

opportunités régionales. Fait plus remarquable, la réunion-débat sur la science, la technologie et l'innovation (STI), qui est un domaine traditionnellement dominé par les hommes, a non seulement vu une participation écrasante des femmes mais la majorité d'entre elles venaient en outre des pays du Sud. La parité entre les genres dans les positions dirigeantes qui y sont liées est essentielle pour la réalisation du Programme 2030. Sur la base des nombres, l'expérience du FPHN 2021 est prometteuse pour l'avenir. « Il faut se rendre à l'évidence: plutôt que de progresser, nous nous éloignons de plus en plus de nos objectifs » « L'année 2020 a marqué l'histoire de l'humanité de façon extraordinaire » commence le rapport du Secrétaire général faisant le Point sur les objectifs de développement durable. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités relatives à la géographie, à l'économie, à la santé et au genre, entraînant un cercle vicieux de contagion persistante. À la base de ces problèmes se trouve le besoin de technologie et de financement pour améliorer la parité. À cet égard, le FPHN 2021 a porté une attention particulière à la reprise après la pandémie, à la fracture numérique et à la réforme financière nécessaire pour promouvoir la reprise. Au sujet de la reprise après la pandémie, de nombreux participants de la société civile et des pays du Sud ont mis l'accent sur la priorité fondamentale que constitue l'« équité vaccinale ». De nombreux participants ont demandé une augmentation des protections sociales et une couverture de santé universelle, deux questions qui ont également occupé une place importante dans les ENV. La COVID-19 a en outre attiré une attention bien nécessaire sur la fracture numérique et son rôle croissant dans la séparation ou la réunion des populations « nanties et démunies ». Cela est apparu de façon particulièrement flagrante lors des débats sur l'éducation, seuls les bénéficiaires d'un accès à Internet ayant été en mesure de poursuivre leur scolarité. De nombreux élèves, en particulier des filles, pourraient ne jamais retourner à l'école, contribuant à une hausse des mariages d'enfants et une augmentation du travail des enfants. La fracture numérique contribue en outre à l'élargissement des secteurs formels et informels, en permettant plus facilement et de manière plus sûre la poursuite d'activités à moins forte intensité de main-d'œuvre malgré les confinements et les strictes mesures de distanciation sociale. Sur le plan économique, le produit intérieur brut (PIB) a connu une baisse estimée à 4,6% en 2020. En février 2021, 36 pays à faible revenu étaient surendettés ou couraient un risque élevé de surendettement. L'équivalent de 255 millions d'emplois à temps plein ont été perdus et près d'une personne sur trois n'a pas trouvé accès à une nourriture suffisante en 2020, soit une augmentation de près de 320 millions de personnes en un an! Dans certains pays, la pandémie a fait reculer de 10 ans les progrès accomplis dans la réalisation des ODD. Dans ce contexte, les déclarations faites au cours du FPHN 2021 ont mis l'accent sur la nécessité d'aborder le financement, les partenariats, la fracture numérique et l'égalité et l'équité en tant qu'éléments fondamentaux de la reconstruction d'un monde meilleur et plus résilient. Les petits États insulaires en développement (PEID), en particulier, se sont concentrés sur cette question, en mettant en exergue la nécessité de se doter d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle qui reflèterait mieux leur situation que la mesure traditionnelle du PIB, et qui leur permettrait d'obtenir des prêts à des conditions avantageuses. Si l'annonce d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international a été saluée, de nombreux délégués ont averti que le fardeau de la dette s'alourdit pour de nombreux pays et qu'il est nécessaire de réformer l'architecture financière internationale. « Nous avons les connaissances, la science, la technologie et les ressources pour le faire » Malgré des statistiques inquiétantes, certains signes indiquaient que des progrès restent possibles. Les réunions-débats et les ENV ont montré que les gouvernements, les organisations internationales, les autorités locales, la société civile et le secteur privé savent ce qu'il faut faire. De nombreux intervenants ont souligné que nous avons les connaissances, la science et la technologie

permettant de créer un monde plus durable. Les ENV l'ont montré lorsque les pays ont examiné les efforts déployés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et combattre les changements climatiques. La République tchèque a annoncé qu'elle est en train de cesser complètement la production de charbon. Plusieurs pays en développement ont présenté les efforts déployés pour accroître le recours aux énergies renouvelables. Dans leurs ENV, les PEID ont fait montre de leurs efforts pour atteindre l'autosuffisance énergétique. De nombreuses solutions aux problèmes financiers globaux ont également été identifiées, en particulier en ce qui concerne l'allègement de la dette, l'augmentation des liquidités, les obligations sociales, vertes et durables, la coopération SudSud et l'augmentation des financements provenant du secteur privé. Le rôle des banques multilatérales de développement, les financements mixtes destinés à l'acquisition de technologies propres, ainsi qu'une base de données mondiales permettant de mettre en relation les parties prenantes et les options envisageables pour les investissements ont également été mentionnés. La répression des flux financiers illicites et de la fraude fiscale ainsi que la proposition des États-Unis visant un taux minimum d'imposition des sociétés au niveau mondial ont également été mentionnées. Les ENV sont devenus un instrument essentiel de suivi de l'acquisition des connaissances et de la mise en œuvre du Programme 2030. La large participation (176 des 197 États membres des Nations Unies ont présenté au moins un ENV depuis 2016) est en outre une indication du fait que les ENV sont peut-être devenus l'élément central du FPHN. De plus, le processus d'ENV lui-même a ouvert la voie à une meilleure résolution des problèmes au niveau national. Comme l'ont fait observer de nombreux délégués au cours de leur présentation, la préparation des ENV offre aux pays l'occasion de développer leurs systèmes statistiques afin d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des ODD en utilisant des données ventilées. Cela a créé des liens entre les statisticiens et les ministères. Les pays impliquent de plus en plus les parties prenantes, notamment les autorités locales, le secteur privé et la société civile, à la fois dans la préparation des ENV et dans leur examen, un processus qui améliore la transparence et l'inclusion. Le soutien local aux ODD a été également mis en exergue au FPHN. L'appui aux examens locaux volontaires (ELV) progresse, témoignant de l'appropriation locale des ODD. Il a été annoncé que la Déclaration sur les ELV, qui engage de manière formelle les gouvernements locaux et régionaux à faire rapport sur les ODD, compte à ce jour 215 signataires du monde entier. Cela est logique, comme plusieurs délégués l'ont fait remarquer, puisqu'un tiers des cibles doivent être atteintes au niveau local. Les ELV ont aidé à renforcer la gouvernance multi-niveaux, ont suscité une prise de conscience des ODD et ont permis un dialogue direct entre les villes et les Nations Unies. Bulletin des Négociations de la Terre Vol. 33 No. 74 Page 19 Lundi 19 juillet 2021 « Ce dont nous avons besoin, c'est d'un objectif commun, d'une direction performante de tous les secteurs, et de mesures immédiates et ambitieuses » Si nous avons les connaissances, la science et la technologie, et s'il était clair au FPHN 2021 que tous reconnaissent la direction que le monde doit prendre, il reste à voir si cet élan peut se traduire en actions souhaitées. Si l'on se fie à la Déclaration ministérielle, la volonté politique continue à faire défaut. La Déclaration ministérielle a été négociée en amont du FPHN, et aucun débat ni dynamisme virtuel émanant du forum n'ont donc influencé le document final. Contrairement à 2020, où l'absence de consensus a bloqué l'adoption de la déclaration (aucune procédure n'était en place pour procéder à un vote dans un format pleinement virtuel), en 2021, la séance plénière de clôture s'est tenue sous une forme hybride afin de permettre ce qui est devenu la méthode d'adoption des déclarations ministérielles du FPHN, à savoir le vote. Le dernier jour du FPHN 2021, après quatre mois de négociations, ainsi que quatre votes sur des propositions d'amendement qui n'ont pas abouti, la Déclaration a été adoptée par acclamation et par les applaudissements de délégués maintenant une

distanciation sociale. La Déclaration ministérielle du FPHN 2021 met l'accent sur une reprise résiliente après la pandémie de COVID-19 comme moyen de catégoriser les mesures concrètes, durables et équitables qui, à long terme, renforcent, stimulent et font progresser la réalisation des ODD. Pourtant, un certain nombre de questions n'ont pas été incluses ou n'ont pas été autant tournées vers l'avenir que certains l'auraient espéré. De nombreux pays, par exemple, ont déploré l'omission d'une référence spécifique à l'approche « Une seule santé », une question au premier plan des autres débats internationaux sur la pandémie de COVID-19 et les autres défis mondiaux. D'autres divisions de longue date ont suscité le plus de débats au cours des consultations informelles sur la Déclaration ministérielle, et au cours de la séance plénière de clôture du FPHN, mais ne se trouvaient pas au premier plan durant la réunion. Parmi elles se trouvaient les liens entre la perte de biodiversité et les changements climatiques, la santé et les droits relatifs à la sexualité et à la procréation, la gestion des ressources en eau transfrontalières, et le droit à l'autodétermination des peuples soumis à une occupation coloniale ou étrangère. De nombreux délégués ont repris un thème commun, à savoir qu'il existe un lien intrinsèque entre la reprise après la pandémie et la réalisation du Programme 2030 et de ses ODD. Dans les pays et d'un pays à l'autre, les inégalités et la marginalisation des groupes vulnérables ont été exacerbées. Toutefois, de nombreux délégués ont indiqué que ces mêmes défis peuvent être transformés en opportunités. Par exemple, du fait de la pandémie, de nombreux pays ont élargi leur couverture des soins de santé et leur aide à des communautés qui avaient été jusque-là laissées pour compte. Alors que de solides données témoignent du besoin d'égalité et d'équité; les ODD ont certainement plus de poids pendant cette Décennie de l'action que jamais auparavant. « Si la réalisation des ODD était facile, comme le fait d'envoyer un homme sur la lune, ce serait déjà fait », a déclaré un participant. Les messages du FPHN étaient clairs. Les États membres n'ont pas abandonné. Malgré des reculs dans le monde entier et la révision de stratégies du fait de la pandémie, malgré des catastrophes naturelles majeures et des manifestations d'agitation politique ou de violence culturelle notables, les ministres des pays en développement et des pays développés ont présenté des signes de progrès dans leurs ENV. De nombreux délégués n'ayant que peu de résultats à présenter hormis des statistiques sur la croissance avant la pandémie ont néanmoins fait des efforts pour indiquer que leur gouvernement n'a pas négligé les ODD dans la planification de la reprise. Beaucoup ont souligné que le Programme 2030 sert de plan directeur pour la reprise après la pandémie. « Rarement une société a eu l'occasion d'œuvrer à un tel changement radical », a déclaré le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies Volkan Bozkir. Pour la première fois depuis des générations, il existe un appui public et politique large pour un changement transformateur, a-t-il ajouté. Il reste à savoir si nous pouvons faire de cette possibilité une réalité.